

«Ces jeunes ne célèbrent rien ensemble. Ils ne construisent rien. Ils ne défendent aucune idée. Ils détruisent.»

par Marie-Estelle Dupont,* France



Marie-Estelle Dupont.
(Photo crédit Anthony Quittot)

(CH-S) La France connaît depuis un certain temps déjà des émeutes violentes à la suite de grands événements, même lorsque, par exemple, un match de football de l'équipe de France s'est soldé par une victoire. Récemment, 22 000 policiers ont été mobilisés dans tout le pays, des centaines de casseurs ont été arrêtés, et on a dénombré

de nombreux dégâts matériels et des blessés.

L'auteure de l'article suivant examine les causes de ces flambées de violence et conclut qu'elles résultent avant tout d'une conception erronée de l'autorité dans l'éducation, la pédagogie et la manière dont la justice traite la violence. Sa conclusion: pour endiguer la violence, des mesures correctives s'imposent dans tous ces domaines.

* * *

Madame Dupont, les violences qui ont suivi la finale de la Ligue des champions vous ont-elles surprise?

Non. A Paris, aujourd'hui, tout grand rassemblement est devenu un risque pour la sécurité. L'an dernier, des feux d'artifice du 14 Juillet ont été annulés par crainte de débordements. Beaucoup de familles se retirent désormais de l'espace public parce qu'elles craignent la violence. Cela me rend profondément triste. Ce n'est plus la France de mon enfance.

Comment expliquez-vous cette volonté de destruction chez certains jeunes?

* Marie-Estelle Dupont, 44 ans, est une psychologue, psychothérapeute et auteure française. Cette mère de trois enfants s'est fait connaître d'un large public pendant la pandémie de coronavirus grâce à ses prises de position critiques. Elle anime aujourd'hui l'émission «Et si on en parlait» sur la station de radio Europe 1, dans laquelle elle aborde des sujets d'actualité sous l'angle de la psychologie.



Des enfants lors d'un match de football pacifique.
(Photo mad)

Je pense que, pendant des décennies, nous avons affaibli les institutions qui étaient censées offrir des repères aux jeunes: la famille, l'école, la justice. L'idée selon laquelle toute forme d'autorité serait suspecte a laissé des traces. Pourtant, un interdit n'est pas d'abord une restriction, c'est une protection. Si je n'ai pas le droit de tout détruire, cela signifie aussi que les autres n'ont pas le droit de détruire ce qui m'appartient.

Beaucoup invoqueraient plutôt la pauvreté, l'exclusion sociale ou les discriminations. Pas vous? Ces facteurs ne suffisent pas à expliquer ce phénomène. Il existe des personnes pauvres qui ne brûlent pas de voitures. Et des sociétés prospères qui produisent elles aussi de la violence. La vraie question est la suivante: comment transforme-t-on des enfants en adultes responsables? Prenons l'école. La relation entre enseignants et élèves a été de plus en plus nivelée. Le savoir et l'instruction ont perdu de leur importance. Le goût de penser et d'apprendre s'est affaibli. Or l'éducation ne consiste pas seulement à accumuler des connaissances. Elle permet aussi de prendre de la distance avec ses propres impulsions.

Que voulez-vous dire par là?

Lorsqu'une personne n'a pas appris à maîtriser ses impulsions, elle en devient prisonnière. Celui qui ne trouve ni reconnaissance dans le savoir ni dans l'effort cherche d'autres moyens d'exister. La violence en est certainement un. Ce qui compte alors, ce n'est plus ce que l'on construit, mais ce que l'on détruit.

N'y a-t-il pas malgré tout une dimension collective?

Ces jeunes ne célèbrent rien ensemble. Ils ne construisent rien. Ils ne défendent aucune idée. Ils détruisent. Mais le chaos ne rassasie pas. Celui qui prend plaisir à détruire a besoin de recommencer sans cesse. C'est pourquoi ce schéma se répète continuellement.

Vous mettez en cause la famille et l'école. Beaucoup diraient pourtant que la France souffre surtout d'un problème d'intégration.

Cela fait aussi partie du problème. Le communautarisme, c'est-à-dire la tendance croissante à se définir d'abord par son origine ou sa religion plutôt que par l'ensemble de la société, progresse. La France a longtemps cru qu'une société toujours plus diverse pouvait fonctionner sans assimilation réussie. Je pense que c'est une erreur. Une société a besoin de références communes, de règles communes et d'une idée partagée de ce que les individus se doivent les uns aux autres. Lorsque ces fondements disparaissent, il ne reste plus que l'appartenance au groupe.

Qu'est-ce qui ne fonctionne pas dans l'intégration?

Je critique l'idée selon laquelle la diversité culturelle produirait automatiquement de la cohésion. Certaines familles ne transmettent plus à leurs enfants le sentiment d'appartenir à une communauté nationale. A la place, elles entretiennent du ressentiment envers le pays dans lequel elles vivent. Lorsque de jeunes personnes ne développent ni attachement à leur pays ni sens du bien commun, même un événement fédérateur comme un match de football peut dégénérer en violence.

Qui souffre le plus de cette évolution?

Certainement pas les plus aisés. Eux peuvent partir ou s'éloigner. Les plus touchés sont les classes moyennes. Et aussi de nombreux Français issus de l'immigration qui ont construit, au fil des décennies, une vie modeste dans les banlieues. Ils ont le sentiment d'être pris en otage par une évolution qu'ils n'ont jamais souhaitée.

Outre la famille et l'école, vous avez également évoqué la justice ...

Oui. Là aussi s'est imposée une vision profondément erronée. Pendant longtemps, on a cru que

ne pas punir revenait à donner une chance. Je pense exactement le contraire. Celui qui n'est jamais confronté aux conséquences de ses actes n'apprend rien. Dans le pire des cas, on le condamne à répéter sa violence encore et encore, tout en créant de nouvelles victimes.

Quel rôle jouent les réseaux sociaux?

Ils ne sont pas la cause du problème, mais ils en sont incontestablement un amplificateur. Celui qui sème le chaos existe à travers le regard des autres. Détruire est beaucoup moins intéressant lorsqu'il n'y a personne pour regarder. Les réseaux sociaux récompensent la mise en scène de la violence. Plus les images sont spectaculaires, plus elles suscitent de réactions. On exhibe les dégâts comme d'autres exhibent leurs réussites.

Le vandalisme et le hooliganisme ont pourtant toujours existé.

Oui, mais pas sous cette forme. La petite délinquance d'autrefois avait souvent quelque chose de rebelle ou de contestataire. Aujourd'hui, j'y vois plutôt une régression. La violence paraît plus gratuite, plus brute et plus autosuffisante.

Pourquoi ces émeutes sont-elles souvent plus violentes en France que dans d'autres pays?

Depuis des années, une logique du «chacun pour soi» s'impose de plus en plus. Pour ne pas être du côté des perdants, il faut être le plus fort ou le plus malin. Dans le même temps, les professions qui travaillent au contact des autres et protègent les liens sociaux perdent en prestige: les soignants, les enseignants, les policiers, les magistrats ou encore les psychologues. L'historien américain *Christopher Lasch* écrivait que Narcisse avait remplacé l'honnête homme. Cette observation n'a rien perdu de sa pertinence.

Qu'est-ce qui tient encore la société ensemble dans ces conditions?

Une société qui perd tout horizon supérieur réduit l'être humain à la consommation, à la réussite et à l'épanouissement personnel. Il s'installe alors une compétition permanente pour savoir qui possède le plus ou qui s'impose le mieux. Or une société ne tient que grâce à ce qui dépasse l'individu: la culture, l'histoire, les obligations morales, les symboles communs. Lorsque tout cela disparaît, plus personne ne se sent véritablement responsable des autres.

Que révèlent les récentes émeutes sur l'état de l'Etat français?

Elles montrent un Etat devenu à la fois omniprésent et impuissant. Il régleme toujours davantage d'aspects de la vie quotidienne, produit toujours plus de normes, tout en échouant dans ses missions fondamentales. Il lui est de plus en plus difficile d'assurer la sécurité, l'ordre et une instruction de qualité.

Quelle leçon la France devrait-elle tirer de ces événements?

Une civilisation se protège de la violence en éduquant ses enfants et en leur transmettant des règles. *Victor Hugo* disait qu'il fallait ouvrir des écoles pour pouvoir fermer des prisons. Cette idée reste pleinement valable aujourd'hui.

Il faut relever le niveau scolaire, restaurer l'autorité des enseignants, rendre la justice plus cohérente, responsabiliser davantage les parents, notamment sur le plan financier, et pourquoi pas quand il y a une peine de prison, afin de

contraindre les parents à éduquer, et soutenir les familles qui assument leur rôle éducatif au lieu de les fragiliser (en France, l'Etat donne plus d'argent aux crèches qu'aux congés parentaux, or lorsqu'un parent souhaite s'occuper de son enfant, c'est un travail à part entière qu'il effectue pour la société et qui désengorge les structures d'accueil saturées).

Il est difficile d'imaginer un avenir constructif lorsqu'on ne sait rien, notamment de l'histoire d'un pays, car la violence naît toujours de la disparition du sentiment d'appartenance et d'affiliation. on ne respecte pas le bien commun si on ne s'y sent pas lié. Et lorsqu'on grandit dans la haine du pays où l'on vit, chaque événement collectif peut devenir l'occasion de démontrer sa force. Tant que nous refuserons de nommer ces causes, nous continuerons à avoir les mêmes débats.

Quelle: Neue Zürcher Zeitung, Seite 3/International, 4. Juni 2026

(La rédaction remercie chaleureusement l'auteure de lui avoir fourni la version originale en français.)